

Perte d'influence**Pouvoirs : la France, une étrangère à la Commission européenne**

Nouvel accroc pour l'influence française à Bruxelles : une diplomate allemande devient secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure après la démission du titulaire français du poste

Les faits — Le diplomate français Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), a démissionné de ses fonctions en raison de divergences avec Federica Mogherini, la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. Il sera remplacé par la secrétaire générale adjointe, l'Allemande Helga Schmid. La passation des pouvoirs devrait se faire le 1^{er} septembre, le temps de recruter le successeur de cette dernière qui pourrait être britannique. Le nom de Simon Gass, directeur politique du Foreign Office, est évoqué. Cocasse à l'heure du Brexit !

Et un poste clé de plus perdu par la France à Bruxelles ! Le diplomate français Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE, diplomatie de l'UE) vient de rendre son tablier. Le communiqué, publié mercredi, attribue son départ à des « raisons personnelles ». Sa démission résulte en fait du peu d'espace que lui laissait Federica Mogherini. Cette dernière, tout en lui rendant hommage, s'est empressée de nommer son successeur, l'Allemande **Helga Schmid, actuelle secrétaire générale adjointe**. « Nous ne pouvons pas nous permettre toute incertitude ou hésitation dans notre travail quotidien. Par conséquent, je crois qu'il est essentiel de garantir une transition en douceur et rapide à la tête du Service », a justifié l'Italienne.

La France gérait ce poste depuis la mise en place du SEAE, en 2010, une décision découlant du Traité de Lisbonne et visant à renforcer l'action extérieure de l'UE. Avant **Alain Le Roy, le diplomate Pierre Vimont** l'a occupé jusqu'en 2015. Si Paris reste plutôt bien représenté au SEAE avec 10,5 % des postes, elle a récemment échoué à faire nommer l'un des siens à la tête du département Afrique subsaharienne. « Ce n'est pas une bonne nouvelle, confie un diplomate français à Bruxelles. Nous conservons des postes clés au sein de la Commission, mais nous n'avons plus de secrétaire général ni de direction au sein du SEAE à l'exception de **François Rivasseau**, chef de division de la politique de sécurité et spatiale. »

Le poste de secrétaire général est capital pour influencer en matière de politique étrangère. « Le président de la République, à l'image de ce que fait la chancelière allemande, aurait dû s'impliquer pour qu'on le conserve », explique le député LR Pierre Lequiller. Auteur avec son collègue socialiste Christophe Caresche d'un récent **rapport sur l'influence française au sein de l'UE**, les deux parlementaires dénoncent la perte d'influence française au sein des institutions européennes.

Hormis **Pierre Moscovici**, commissaire européen aux Affaires économiques et financières, la France ne compte aucun représentant aux postes clés. La Commission est présidée par le Luxembourgeois **Jean-Claude Juncker**, le Parlement européen par un Allemand, **Martin Schultz**, le Conseil par un Polonais, **Donald Tusk**. Si la présence française reste importante dans les administrations, les parlementaires tirent la sonnette d'alarme : « Entre 400 et 500 Français de la Commission devraient partir à la retraite d'ici 2020. Il faut s'assurer que ce vivier est entretenu. Or, les résultats actuels aux concours européens sont décevants pour la France, qui compte un nombre insuffisant de lauréats. »

Vision et stratégie. Cette perte d'influence résulte de plusieurs facteurs. Les élargissements successifs aux pays de l'Est ont contribué à éloigner Paris du centre de gravité de l'Europe et à réduire le nombre de postes. Les difficultés françaises à réformer son économie et à respecter ses engagements budgétaires ont aussi réduit sa crédibilité. Et puis le renforcement du Front national au Parlement de Strasbourg, en diminuant le nombre des députés « pro-européens », lui a fait perdre de l'influence au sein des deux principaux groupes politiques (PPE et S&D) dirigés par un Allemand et un Italien. Mais surtout, Paris pêche par manque de vision et de stratégie européenne. « La voix de la France reste attendue et écoutée mais l'écart se creuse avec Berlin, souligne Christophe Caresche. Pourtant, les autres pays ne veulent pas se laisser enfermer dans un tête-à-tête avec une Allemagne dominante. »

La stratégie d'influence et l'art du compromis européen ne sont pas une spécialité française, contrairement à l'Allemagne. Angela Merkel a su constituer une task force organisée, recevant régulièrement les responsables européens de son pays. Tel n'est pas le cas à Paris. La représentation permanente de la France à Bruxelles est l'une des meilleures mais le lien entre et avec les figures de l'exécutif doit être amélioré. « Le Premier ministre assure la coordination interministérielle et est responsable devant le Parlement mais c'est le président de la République qui représente la France au sein du Conseil, véritable lieu de négociation politique », souligne Christophe Caresche.

Les deux parlementaires ont prévu de recevoir, probablement à la rentrée prochaine, les responsables français au sein des institutions européennes pour un nouveau bilan d'étape. Ils espèrent voir leurs propositions adoptées : meilleure préparation des jeunes Français aux concours européens, tutelle de Matignon sur le ministre des Affaires européennes, création d'un conseil stratégique européen autour des têtes de l'exécutif, renforcement de l'usage du français. La plupart des documents de travail sont aujourd'hui rédigés en anglais à la Commission, alors que 40 % l'étaient en français en 1997. La Cour de Justice reste l'un des derniers bastions où l'on utilise notre langue. L'absentéisme des ministres français aux réunions a diminué mais reste élevé pour certains. Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, n'a assisté qu'à la moitié des réunions bruxelloises en 2015. Il s'est rattrapé cette année.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Investiture contestée : Patrick F

Investiture contestée : Patrick Balka...
00:46